

Bad défiance or dear prudence ?

YANN ALGAN ET PIERRE CAHUC
*La société de défiance. Comment le
modèle social français s'autodétruit*

Éd. rue d'Ulm/Cepremad 2016 105 p 7 €

Yann Algan et Pierre Cahuc proposent un ouvrage d'économie facile à lire qui cherche à prouver que le marché se porte mal en France à cause des comportements inciviques et d'un profond manque de confiance des individus envers leurs compatriotes et les institutions, publiques et privées. Ces comportements seraient le résultat d'un État trop lourd brimant l'initiative individuelle et d'un corporatisme qui favoriserait les clans. Pour sauver l'économie française, un bon coup de fluidité serait à inventer. Les auteurs avancent donc au terme de leur analyse des propositions de politique publique : favoriser les associations afin de recréer un tissu de relations sociales, créer une redistribution universaliste qui ne favorise pas les rentes de certains, augmenter la concurrence, sécuriser les parcours professionnels et favoriser le dialogue social en réformant les syndicats qui sont segmentés et ne chercheraient pas le compromis.

Pour appuyer leur thèse d'une spécificité française à la « défiance » (la spécificité n'est-elle pas déjà un biais dans le questionnement ?), les auteurs utilisent de nombreuses données et études statistiques comparatives. Ils établissent ensuite des corrélations entre incivisme et fonctionnement de l'économie, comme en associant un indicateur d'incivisme avec celui du niveau de lourdeur institutionnelle. La conclusion paraît simple : plus de confiance, plus de civisme vont de pair avec une économie de marché florissante où l'Etat jouerait un rôle congru, comme dans les pays du Nord. Ce point est déjà en soi discutable, étant donné le rôle des États nordiques dans la politique de protection et redistribution sociale. Par ailleurs, lorsque les auteurs évoquent les « rentes » : il faut traduire par les « allocations sociales »... Sont-ce vraiment les « rentes » les plus dispensables et choquantes dans notre société ?

Ainsi, un exposé clair et documenté ne signifie pas qu'il soit probant. Les auteurs utilisent un angle à la mode, déjà très en vogue aux États-Unis : celui de l'analyse des comportements des individus pour réaffirmer la supériorité du marché et des relations décentralisées sur l'organisation étatique. Pour eux, il apparaît comme une évidence que les comportements sont le reflet des institutions... ce qui n'est jamais prouvé. Dans une vue très économiste, ils n'approchent les institutions que dans leurs résultats sans s'interroger sur les causes de leur émergence qui nécessiteraient une approche pluridisciplinaire. On rejoint ici Eloi Laurent¹ qui propose une critique approfondie de l'ouvrage dans laquelle il pointe, entre autres, une erreur conceptuelle majeure : le faible niveau de confiance ne correspond pas à la défiance mais à l'absence de confiance qui peut se traduire par de la prudence.

Derrière la simplicité apparente du propos et le caractère « au goût du jour » de l'approche se joue la traditionnelle critique libérale de l'État, à qui on demande toujours de s'effacer devant le marché et ses relations interindividuelles, libres et par hypothèses dénuées de tout rapport de force. Enfin, *last but not least*, l'usage des corrélations en statistiques, et des biais qu'elles peuvent introduire, est sujet à une très vaste littérature : corrélation n'est pas causalité. Un ouvrage à prendre donc avec des pincettes..

GASPARD CASIMIR

(1) <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-se-fier-a-la-societe-de.html>